

# Revue de presse



Dimanche 22 janvier 2023



## Nouveau projet de loi monétaire et bancaire : Un «paquet» de nouveautés

Comité national des paiements, digitalisation des paiements, apport de liquidité d'urgence, dinar digital, banques islamiques...Le nouveau projet portant loi monétaire et bancaire a introduit quelques nouveautés par rapport à l'ordonnance n° 03-11 relative à la monnaie et au crédit, dont des dispositions demeurent encore en vigueur. Ainsi, le Conseil de la monnaie et du crédit est investi de nouvelles attributions.



## Exportations hors hydrocarbures : Le «boom»

Il est impératif d'augmenter les «exportations hors hydrocarbures à 5 milliards de dollars, d'ici fin 2021», avait déclaré le président de la République en août 2020. L'objectif a été atteint. L'Algérie a continué de surfer sur cette courbe ascendante. Ses exportations hors hydrocarbures ont atteint un niveau record en 2022: 7 milliards de dollars.



## **Bancarisation de l'argent de l'informel : Le dernier appel du Président**

Le chef de l'État assure que tous les voyants économiques sont au vert. Tebboune ne veut plus de la «Chkara» et de l'argent rangés dans les caves. Présidant l'ouverture des travaux de la rencontre gouvernement-walis, jeudi dernier au Palais des nations, le président de la République a dressé une image caricaturale de l'argent de l'informel. Le chef de l'État a souligné que beaucoup de commerçants rangent leur argent sous les matelas, dans des caves ou encore ils l'enterrent dans le jardin.



## **Le Président à la réunion gouvernement-walis : Des messages et des instructions ferme**

Abdelmadjid Tebboune a demandé à ceux qu'il qualifie de «Premier ministre de chaque région» de faire preuve d'initiative et d'audace. Il a annoncé, au passage, de nouveaux Codes communal et de wilaya.



## **Rencontre gouvernement-walis : Benabderrahmane fait le point**

Elle a permis de mettre en lumière certains indicateurs des performances, tant au niveau central que local, a indiqué le Premier ministre. Les rencontres gouvernement-walis sont des rendez-vous incontournables en matière de gestion locale. Le premier magistrat du pays trace des feuilles de route, aux responsables locaux.



## **Un taux de croissance économique de 5% prévu en 2023**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé, jeudi, que les réserves de change dépassent les 60 Mds USD tandis que la croissance économique a enregistré un taux de 4,1% en 2022 et devrait atteindre 5% en 2023.



### Conservation foncière : 228 millions d'hectares touchés par le cadastre

La gestion du foncier et l'évaluation des données cadastrales ont pendant longtemps constitué un véritable casse-tête pour les pouvoirs publics, qui ont initié plusieurs opérations au cours des années 2000 pour faciliter l'inventaire et l'assainissement de cet important patrimoine, qui concerne aussi bien l'État que les particuliers.



### Exporter plus

Les exportations hors hydrocarbures ont été performantes au cours de l'année 2022. Selon les données du ministère du Commerce, la dynamique des ventes a été principalement portée par le ciment, la céramique, les produits agricoles et l'industrie, l'électroménager qui ont connu une percée remarquable sur le marché.



### Lutte contre la corruption et les fonds thésaurisés : Le double engagement du Président Tebboune

La lutte contre la corruption passe, notamment, par la lutte contre le marché informel, selon des juristes et économistes. Le président de la République a réitéré son engagement à lutter contre ces deux fléaux. Une approche juridique serait-elle adoptée



### Pari gagné !

Dans la cartographie du Programme Alimentaire Mondial, l'Algérie se classe parmi les pays «à stabilité alimentaire», dans la même catégorie que la majorité des pays européens, des États-Unis, du Canada, de la Chine, de la Russie, du Brésil et de l'Australie.



### Prérogatives des walis, situation économique, pouvoir d'achat... : Les assurances et les messages de Tebboune

La tenue de la réunion gouvernement-walis a été l'occasion pour le Président de la République de lancer plusieurs messages à l'endroit des walis, mais pas que. Il en a profité pour dresser un tableau rassurant sur la situation financière actuelle du pays avec 60 milliards de dollars de réserves de change et 7 milliards d'exportations hors hydrocarbures en 2022.



## Tebboune : Amélioration des indicateurs économiques malgré un taux d'inflation élevé

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé jeudi à Alger que l'année 2023 sera "celle du renforcement des acquis et de l'amélioration des conditions de vie du citoyen qui demeure en tête de nos priorités".



## Réunion gouvernement-walis / Préfectorale : Le temps des actes !

La nouvelle rencontre avec la préfectorale, présidée par le chef de l'Etat, moins de quatre mois après celle de septembre dernier, traduit la détermination de l'Exécutif à faire appliquer ses mesures et ses réformes. Les walis sont sommés de traduire cette dynamique, au niveau central, par des actes tangibles au niveau local.



## Croissance de toutes les branches d'assurances en 2022 : Le sociétés publiques restent prédominantes

Le marché des assurances en Algérie a enregistré un chiffre d'affaires de 120,2 milliards de dinars durant les neuf premiers mois de l'année 2022, soit une augmentation de 5,4% par rapport à la même période de l'exercice 2021, selon la dernière note de conjoncture du Conseil national des assurances (CNA).



## Monnaie numérique de banque centrale: Accélérer les échanges transfrontaliers

« La monnaie numérique de banque centrale (MNBC) gagne rapidement du terrain à travers le monde, et offre de grandes opportunités pour promouvoir l'inclusion financière tout en bouleversant l'architecture financière et bancaire traditionnelles des pays qui l'adoptent».

## [Dr. Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI : «2023 pourrait être une année favorable pour les comptes extérieurs de l'Algérie»](#)

« La réouverture de l'économie chinoise depuis le 8 janvier 2023 est un développement systémique de portée mondiale», affirme Dr. Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI. En raison de son poids significatif au niveau mondial, cette réouverture, précise-t-il dans une contribution au quotidien El Watan, «va avoir des implications sanitaires domestiques et externes, peser sur les marchés mondiaux des produits de base, y compris le pétrole, faire redémarrer le tourisme international et surtout influencer les politiques publiques des pays avancés, émergents et en voie de développement».



## **Rencontre gouvernement-walis: Les assurances de Tebboune**

«Les réserves de change sont de plus de 60 milliards de dollars, le taux de croissance est de 4,1%, les importations ont diminué de près de 37%, les exportations hors hydrocarbures ont atteint près de 7 milliards de dollars, de 2023 à fin 2024, les salaires auront augmenté de 47%». Ce sont les chiffres clés donnés jeudi par le président de la République à l'ouverture de la réunion gouvernement-walis qui s'est tenue sous le slogan «Développement local, évaluation et perspectives» au Palais des nations de Club des pins, en présence des hauts responsables de l'Etat, des walis, des élus nationaux et des cadres de certains ministères notamment ceux de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (MICALAT).

Abdelmadjid Tebboune a affirmé que «l'année 2022 a enregistré des résultats économiques et sociaux des plus positifs». Il a fait part à cet effet «d'une nouvelle vision» alliant «changement des mentalités et des concepts». Il a réitéré son appel aux walis et aux responsables en général à «se libérer des hésitations, à s'armer de l'esprit d'initiative et à être audacieux». C'est, selon lui, pour relever des défis stratégiques comme la sécurité de l'eau, la sécurité alimentaire, énergétique, une nouvelle gouvernance pour la promotion des investissements, les opportunités d'affaires, les mécanismes de leur réalisation.

Le président a «félicité les walis pour avoir résolu les problèmes qui bloquaient les projets et le développement local en premier la bureaucratie (...)». Il indique qu'«en 3 mois (depuis leur dernière réunion avec le gouvernement en septembre 2022, ndlr), 600 ou 700 unités économiques microscopiques, petites et moyennes, ont repris leurs activités et permis la création de 52.000 emplois». Il a fait savoir cependant aux walis que «les méthodes de gestion doivent changer, les initiatives doivent être la base, vous ne devez pas attendre les instructions

de la capitale». Il les rassure, toutefois, en soutenant que «le wali est la seule autorité locale et tous les directeurs doivent lui obéir, il est la cheville ouvrière de l'Etat algérien».

«L'inflation reste à un niveau qu'on n'accepte pas»

En 2022, dit-il, «on a repêché l'économie nationale en mettant fin à l'enlisement, on a atteint des résultats pour lesquels on nous envie dans un monde en détérioration». Il estime ainsi qu'«on a réduit le niveau des importations de 36 ou 37 milliards de dollars mais en ne privant le citoyen de rien (...), on a réduit les dépenses de l'Etat, de 53 milliards de dollars, les réserves de change sont de 60 milliards de dollars, ce qui couvre 2 années d'importation sans problème, même en cas de catastrophe en matière d'exportations des hydrocarbures, les exportations hors hydrocarbures sont passées de 1,7 milliard de dollars en 2019 à près de 5 milliards de dollars en 2021 pour atteindre près de 7 milliards de dollars en 2022, soit une augmentation de 30,66% (...), le taux de croissance est de 4,1%, je ne me compare pas aux Etats puissants mais rares sont les pays qui ont atteint 1,5%, on espère que la croissance dépassera 5% en 2023».

Il fait remarquer que «l'inflation reste à un niveau qu'on n'accepte pas, comparée à celle à travers le monde qui est à 2 chiffres, elle est chez nous de 9%, on n'a pas voulu injecter de l'argent ici et là pour ne pas l'augmenter, on a fait notre possible pour que le citoyen ne subisse pas la cherté des prix (...)».

Il reconnaît que «les salaires ne suffisent pas mais ils vont augmenter cette année et d'ici à fin 2024, ils auront augmenté de 47% et on va baisser les prix des matières premières, on sera arrivé ainsi à des niveaux de salaires acceptables». Il recommande : «Il faut combattre le gaspillage et les parasites» et promet «on va continuer à accorder des facilitations aux investisseurs».

Il compte avec «500 ou 600 unités, en 2023, la production sera importante, on produira pour la première fois notre huile de table à 100%, toute la chaîne de production est algérienne, on espère aussi démarrer la première usine de production de sucre à partir de la betterave sucrière produite en Algérie (...), c'est ça construire une économie» ! Il veut que «l'année 2023 soit celle de l'intensification de la dynamique de réalisation des projets, il faut préserver les acquis des 3 dernières années, assurer une amélioration continue des conditions de vie des citoyens, le développement des infrastructures de base et du service public, le soutien à l'agriculture, la création d'emplois pour les jeunes, encourager la création de petites entreprises pour réussir le développement durable».

«L'année du changement du code communal et de wilaya»

Le Président appelle les walis à «créer des emplois, résoudre les problèmes du foncier (...), en cas de difficulté pour des autorisations de projets, vous pouvez saisir le ministère de l'Intérieur ou le 1er ministère». Pour lui, «l'argent sale continue d'agir ici et là, il faut régler ces problèmes dans le cadre de la loi et réhabiliter l'autorité de l'Etat, l'autorité oui, l'autoritarisme non» ! Il estime que «pour lutter contre la corruption, on doit demander des comptes, on ne pardonne pas, on est mobilisé pour la combattre et elle existe; chez une seule famille, on a

trouvé 500.000 milliards (...), il y a encore de l'argent caché, il faut l'injecter dans l'économie mais il ne doit pas renflouer l'inflation, à ceux qui ne voulaient pas le faire à cause des intérêts bancaires, on a créé la finance islamique, alors pourquoi laisser l'argent caché ? Il prévient, «c'est le dernier appel que je lance, sinon on prendra des décisions».

Il a fait savoir, par ailleurs, qu' «il y a deux institutions qui peuvent parler au nom des citoyens, l'Observatoire national de la société civile et le médiateur de la République». Il appelle «le citoyen à prendre attache avec eux, en plus du Haut Conseil de la jeunesse, les trois constitutionnalisés et doivent travailler en collaboration avec le wali, les responsables et les élus locaux, aucune décision ne passera sans l'accord des citoyens ». 2023 sera pour lui «l'année du changement et non de la modification du code communal et du code de wilaya, il faut une étude approfondie pour déterminer les prérogatives des P/APC, il ne faut pas qu'ils soient des exécutants de décisions de la wilaya ou de l'APW».

Il recommande au ministère de l'Intérieur de «former les responsables locaux d'une manière périodique». Pour le président de la République, «l'Algérie a réalisé en 2022 de grands succès diplomatiques, l'organisation de manifestations sportives, la tenue du Sommet arabe avec une forte participation, la réconciliation palestinienne». Il espère qu'en 2023, «la Libye règle sa crise et organise des élections à la fin de l'année».

Il affirme en outre : «On n'abandonnera jamais le Sahara Occidental et défendrons son droit à l'autodétermination, c'est une question de principe, on espère aussi que la Palestine devienne cette année membre à part entière de l'ONU». Il assure que «pour ces 2 questions, on se battra avec toute notre force».



### Casse-tête

Le président a donné le tournis aux Algériens. En déclarant que la somme stratosphérique de 5000 milliards de centimes a été trouvée chez une seule famille, le chef de l'Etat a donné aux Algériens une autre occasion pour mesurer l'ampleur des méfaits causés par le régime prédateur déchu.



### Le président Tebboune aux walis : «Vous n'avez pas à attendre les instructions centrales»

Le président de la République, qui a procédé, jeudi dernier, à une nouvelle évaluation du travail des walis, les a exhortés de nouveau à «se libérer de l'hésitation» et à «faire preuve d'esprit d'initiative et d'audace».



## Rencontre Gouvernement-walis : Abdelmadjid Tebboune «L'Algérie ne s'effondrera pas»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a mis en avant l'urgence de s'orienter vers «la consolidation des acquis et l'amélioration des conditions de vie des citoyens, une priorité absolue de l'Etat».



## Le président Tebboune : « Aller de l'avant vers la consolidation des acquis et l'amélioration des conditions de vie du citoyen»

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, jeudi à Alger, la nécessité d'aller de l'avant vers le renforcement des acquis réalisés ces dernières années, soulignant que les questions relatives à l'amélioration des conditions de vie du citoyen, la promotion du service public et la levée des obstacles devant les investisseurs venaient en tête des priorités.



## LE PRÉSIDENT LANCE UN ULTIME AVERTISSEMENT AUX TITULAIRES DE FONDS THÉSAURISÉS CHEZ-SOI : Bancariser ou rendre des comptes !

L'Algérie nouvelle qui place la barre de l'ambition économique haut ne peut plus tolérer l'emprise de l'argent de l'informel sur la vie économique. Les barons du circuit informel qui subsistent sont avertis, pour la dernière fois !



## BANCARISATION DE L'ARGENT de l'INFORMEL : L'ultime appel du Président

Le président Abdelmadjid Tebboune a confirmé son engagement à éradiquer le phénomène de la circulation de l'argent hors-circuit bancaire et sa volonté de faire bénéficier l'économie nationale de cette manne financière.

## Le président Tebboune s'attend à une croissance économique estimée à 5% en 2023

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé aujourd'hui, jeudi, que « les réserves de change algériennes se sont élevées à plus de 60 milliards de dollars, alors que la croissance économique a atteint 4,1% en 2022, et qu'elle devrait atteindre 5% en 2023. »



### تشرح كيفية احتساب الرسوم وكافة الإجراءات الجمركية

تفاصيل جديدة عن استيراد السيارات أقل من 3 سنوات

كشفت مصادر على صلة بملف استيراد السيارات المستعملة أقل من ثلاث سنوات لـ"الشروق" تفاصيل جديدة على علاقة بإجراءات إدخال هذا النوع من المركبات، ستطبق بعد صدور المرسوم الخاص بها، الذي يجري إعداده وسينشر قريبا.

# PERISCOOP

Soirperiscoop@yahoo.fr

Dimanche 22 janvier 2023 - Page 2

## Réorganisation au ministère des Finances

L'organisation des services du secrétariat général de la cellule de traitement du renseignement financier au ministère des Finances est revue. Ladite cellule sera désormais composée de bureaux chargés de la gestion du personnel, de la formation et des moyens généraux et de deux autres qui se chargeront des finances et de la comptabilité. Cette cellule est chargée d'analyser les déclarations de soupçons, de compiler et diffuser les informations relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent auprès des banques.



## ÉNERGIE

# Le marché pétrolier retrouve son embellie

*L'embellie sur laquelle le pétrole a fini l'année 2022, sur le plan des prix des deux barils de référence, est en train de prendre des allures telles qu'un grand vent d'optimisme contraint de faire réviser leurs prédictions à beaucoup d'esprits chagrins qui entrevoyaient des moments difficiles pour les investisseurs. La séance de vendredi sur les deux principaux marchés a donné une ample idée sur la tendance à venir.*

Vendredi, pour la dernière séance de la semaine, le baril de Brent a bouclé à 87,63 dollars, soit 1,7% de mieux que son prix de jeudi. Le baril de WTI a, pour sa part, atteint son plus haut niveau de prix depuis deux mois, à 81,31 dollars. Des prix portés en tout premier lieu par le réveil de la Chine qui semble définitivement sortir de son confinement de trois années. Une donnée décisive qui vient renforcer la stratégie de l'Opep, et partant de l'Opep+, désormais confortée dans son rôle de

que l'épuisement des emplacements de choix.

En tous les cas, comme l'écrit une analyste américaine sur un site spécialisé, le bassin permien US (réputé pour ses riches gisements de pétrole, de gaz naturel et de potassium) ne sera plus le producteur mondial de swing qu'il était avant 2020, lorsque les producteurs américains ont investi tout leur argent et contracté d'immenses dettes pour forer à satiété à chaque fois que les prix du pétrole montaient.

**Vendredi, pour la dernière séance de la semaine, le baril de Brent a bouclé à 87,63 dollars, soit 1,7% de mieux que son prix de jeudi.**

«swing producer», c'est-à-dire de producteur détenant les clés pour l'ajustement à court terme entre l'offre et la demande de brut.

Il faut souligner que ce rôle n'est plus, depuis un moment, l'apanage des producteurs américains de schiste. Selon des publications spécialisées aux Etats-Unis, le rythme d'augmentation de la production a beaucoup ralenti et à croire des analystes, il est attendu que «le pic de production de schiste arriverait dès 2024».

Le tableau dépeint pour l'avenir immédiat du schiste aux Etats-Unis est on ne peut plus sombre pour plusieurs raisons, dont les pénuries de main-d'œuvre, le manque de capitaux externes, l'inflation des coûts et des taux d'intérêt élevés, ainsi

Conjoncture donc extrêmement favorable pour le pétrole «sous contrôle de l'Opep» qui a vu d'ailleurs l'AIE (l'Agence internationale de l'énergie) reconsidérer à la hausse son estimation de la demande moyenne de brut pour 2023, pour la situer à 101,7 millions de barils par jour, contre 101,6 précédemment, un niveau record. La moitié de la progression attendue par rapport à l'an dernier, selon l'AIE, est due au retour de la Chine au premier plan sur le marché. L'effort de l'Opep+ dans les coupes de production n'est évidemment pas en reste. L'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) a déclaré, la semaine dernière, que la production de ses treize membres avait augmenté de 91 000 barils par jour,



sur une base mensuelle, au cours du mois de décembre dernier. Dans le rapport mensuel de l'organisation, il est dit que la production de ses membres était passée à 28,971 millions de barils par jour, au cours du mois dernier, contre 28,879 millions de barils par jour en novembre. Six pays, le Nigeria en tête, ont augmenté leur production de 91 000 barils, portant sa production à 1,267 million. La production saoudienne - premier exportateur mondial - est passée à 10,478 millions de barils par jour, contre 10,474 millions de barils par jour en novembre. L'Angola a augmenté sa production de 42 000 barils par jour, le Venezuela de

(11 000) et la Guinée équatoriale (1 000 barils par jour).

Selon des propos attribués par l'agence Reuters au PDG de Sonatrach, l'Algérie projette de porter sa production d'hydrocarbures en 2023 à environ 200 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), une production qui n'a plus été atteinte depuis une douzaine d'années.

Un effort de production qui, il faut le souligner, sera dicté par les décisions de l'Opep+ pour le pétrole alors que pour le gaz, la compagnie nationale projette de mettre le paquet.

Il faudrait préciser que Sonatrach n'a pas encore publié les chiffres de la production totale d'hydrocarbures pour l'an-

**La moitié de la progression attendue par rapport à l'an dernier, selon l'AIE, est due au retour de la Chine au premier plan sur le marché.**

13 000, la Libye de 17 000 et l'Iran de 9 000. En parallèle, sept pays ont réduit leur production, à commencer par le Koweït (35 000 barils par jour), l'Irak (4 000 barils par jour), les Emirats arabes unis (9 000 barils par jour), le Gabon (6 000), le Congo (18 000), l'Algérie

née 2022, mais en 2021, celle-ci s'était établie à 185 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), contribuant ainsi dans une (habituelle) très grande mesure au regain de santé du pays sur le plan financier.

**Azedine Maktour**

**TEBBOUNE AUX WALIS**  
**ET AUX ÉLUS LOCAUX :**  
**«Osez et créez**  
**de la richesse»**

En donnant les pleins pouvoirs aux collectivités locales, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, veut en priorité renforcer le rôle des walis et des élus locaux, en matière de développement économique. Désormais, ces collectivités locales seront les chefs de file du développement économique du pays. En 2022, de nombreuses wilayas ont amélioré leurs performances économiques. C'est prometteur pour l'année 2023, qui verra les wilayas monter en puissance en matière de développement économique.

Le président de la République a exhorté les walis à faire preuve d'imagination et surtout de souplesse pour s'adapter à la nouvelle feuille de route. La décision du président de la République de donner les pleins pouvoirs aux walis a été saluée par tous. Le chef de l'Etat a sonné le glas d'une organisation centralisée qui a montré ses limites.

Les responsables locaux seront évalués sur leurs performances économiques. Le nombre d'entreprises créées et le nombre de nouveaux emplois pèseront lourdement fin 2023 dans l'évaluation des walis.

Pour le Président Tebboune, la wilaya doit créer de la richesse. Les wilayas seront classées selon leur poids économique et leur contribution au PIB. La compétition entre les wilayas est ouverte. En décembre 2023, les Algériens sauront quelles sont les wilayas les plus attractives et qui ont su attirer les investisseurs. Messieurs et mesdames les walis, à vos marques, partez pour une année économique, qui s'annonce exceptionnelle...

LES FORTUNES THÉSAURISÉES SONT LA CIBLE DE L'ÉTAT

# L'informel, puissant et exploiteur

● L'idée d'amnistie fiscale, qui a longtemps prévalu, semble abandonnée au profit « d'actes volontaires » des détenteurs de capitaux ● Ils sont désormais tenus de recourir aux mécanismes bancaires afin d'extirper leur argent du secteur informel et participer ainsi à la vie économique légale. C'est le sens de l'avertissement que leur a adressé le président de la République lors de la rencontre gouvernement-walis.

Dans un de ses derniers rapports, la Banque mondiale a estimé à environ 30% la part de l'informel dans l'économie algérienne entre 2010 et 2020. Par rapport aux 145,2 milliards de dollars du produit intérieur brut (PIB) de l'année 2020, les revenus générés par les pratiques économiques et commerciales informelles avaient atteint pas moins de 43,6 milliards de dollars en 2020. Depuis toujours, les autorités ont cherché à capter cet argent mais ont divergé sur les méthodes. Une des mesures préconisée a été l'amnistie fiscale, dont le but est d'encourager les acteurs de l'informel à revenir dans la légalité, à bancariser leurs ressources circulant dans le marché informel, les injecter dans le secteur productif. Un plan d'amnistie fiscale a même été élaboré au temps de l'ancien régime, mais sans suite. Le souci, à ce moment-là, était de trouver une alternative à la chute des rentrées financières suite à l'effondrement des prix du pétrole. Les adversaires de cette formule plaident plutôt pour une réforme fiscale et un assainissement fiscal qui permettraient de capter l'argent du marché noir. Il ne s'agit pas de s'attaquer aux petits vendeurs à la sauvette, mais aux barons de l'import et gros monopoles des marchés de la distribution des biens de consommation de toutes sortes. Le chef de l'Etat aurait jugé que désormais rien ne s'oppose à ce que ces derniers restent dans les circuits du marché noir du fait que les réformes ont été faites, notamment de la

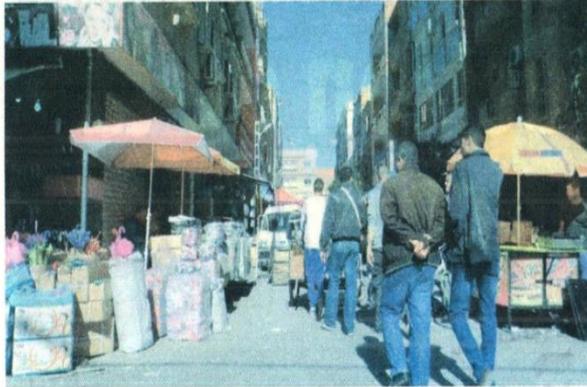


PHOTO: DR

fiscalité et de l'investissement. Le sociologue et journaliste Nordine Grim (Algérie-Eco) explique : « Ce sont les transactions informelles, le trafic de drogues et les prébendes qui s'opèrent en marge du commerce légal qui ont permis à des personnes sans scrupules de faire rapidement fortune, mais la moralité du constat est différemment interprétée, selon qu'on appartient à une frange de la société ou à une autre. Les uns voueront de l'admiration pour les acteurs de l'informel partis de rien mais qui sont parvenus à se faire rapidement une place au soleil, les autres leur reprocheront de s'être enrichis de manière illicite, en faisant fi des lois en vigueur. Entre ces deux

mondes que tout oppose, le clivage a toujours existé mais il tend à s'exaspérer au fil des années, au gré de l'expansion du marché informel auquel l'Etat semble accorder une troublante liberté d'action. N'ayant rencontré aucune résistance sérieuse de la part de la justice et des organes légaux de répression, ces nouveaux riches ont même gagné en respectabilité, notamment auprès des jeunes qui souvent les prennent pour références, comme exemples à suivre. » Sur la problématique plus générale de l'informel en Algérie, diverses études du CNES ont tenté de cerner les causes et de proposer des solutions. Il est expliqué qu'historiquement, il est né à « la

faveur de l'ouverture de l'économie nationale sur l'extérieur, le secteur privé ayant pris un essor remarquable dans l'économie du fait du démantèlement des monopoles publics, et grâce à l'accès libre à la devise, à l'assouplissement des formalités douanières, à la liberté d'importation, etc. Le nombre d'entreprises privées de type est impressionnant. Pour le seul secteur du commerce extérieur, il est relevé nombre de sociétés privées de commerce de gros... » Un aspect dramatique mérite l'attention de la puissance publique ; il a trait à la pratique du marchandage de main-d'œuvre. Dans certaines régions du Sud, cela s'apparente à un véritable marchandage. Fonctionnant en réseaux, imposant, dans des zones dites de non-droit, leur « droit de cité », exploitant en déni du droit social, les travailleurs au noir, ce secteur prédateur s'est constitué, dans certaines filières et certains espaces, en « oligarchies » économiques, financières et politiques, souvent liées au terrorisme, à la mafia et au banditisme international. Le CNES juge que c'est ce dernier type qui doit focaliser l'intérêt, au sens où s'inscrivant hors des cadres juridico-réglementaire, c'est-à-dire illégal, et des valeurs sociétales, il porte les germes de déformations sociales, menace la production nationale structurée existante et projetée, dévalorise la notion travail et tend à s'imposer comme partenaire invisible et nuisible dans la vie politique et économique. Le grand danger est à ce niveau. A. B.

**MOURAD GOUMIRI.** Docteur d'Etat en économie

## «Pour bancariser l'argent de l'économie informelle, il faut une forte coordination entre les secteurs de l'Etat»

Le docteur Mourad Goumiri est un ancien enseignant universitaire et ex-haut cadre de l'Etat dans le domaine monétaire et financier. Sa carrière a débuté à l'entame de l'année 1980, au niveau de l'administration des impôts, où il a pris la mesure du phénomène de la spéculation et de l'économie parallèle. Mourad Goumiri a également été un cadre actif dans le gouvernement de Mouloud Hamrouche, notamment dans la mise en place des réformes économiques et financières du pays. Il nous livre dans cet entretien son analyse, après le discours du président Abdelmadjid Tebboune lors de la rencontre gouvernement-walis, où il a longuement parlé de l'argent thésaurisé par les barons de l'informel.

Propos recueillis par  
Mohamed Tahar Messaoudi

En tant qu'expert en finances et en économie, que pensez-vous de cette décision du président de la République d'éradiquer le circuit de l'informel en sommant les détenteurs de sommes faramineuses de les intégrer dans le circuit bancaire ?

Il s'agit d'une déclaration politique du président de la République, quant à sa mise en œuvre, attendons le détail des mesures à prendre pour sa concrétisation sur le terrain. Ces décisions à prendre sont interministérielles et concernent plusieurs départements, dont celui des Finances et de la Banque d'Algérie, ce qui signifie une forte coordination entre secteurs, et c'est le plus souvent le point faible de toute action gouvernementale depuis des années.

Quels peuvent être les bénéfices de cette mesure pour l'économie nationale ?

Ils sont divers et variés, il s'agit d'abord de «bancariser» la masse monétaire qui est hors circuit bancaire, c'est-à-dire des ressources financières qui sont thésaurisées donc stériles. Elles sont également nuisibles puisqu'elles alimentent le marché informel et toutes les transactions illégales (non-facturation, fraudes et évasions fiscales, financement usuraire, spéculation, marché informel, pression sur le dinar...). Les moyens pour réintroduire ces ressources sont d'ordre monétaire (taux d'intérêt créditeurs, convertibilité partielle du dinar, droit de change...), fiscal et domanial (diminution des prélèvements, création d'un marché foncier).



masse monétaire qui, par ailleurs, est très volatile et varie au quotidien, en fonction des opportunités nombreuses offertes par le marché parallèle... C'est le travail de la BA ! La fausse solution est celle qui consiste à changer de monnaie (nous l'avons déjà tenté lors du retrait des coupures de 500 DA, il y a plusieurs années déjà, et cette opération fut un désastre complet). Par contre, l'opération d'émission d'effets publics à terme contre un droit de change en devises fut un succès total et des milliards de dinars furent bancarisés en un temps record !

Comment cette mesure peut-elle être couronnée de succès et ne pas échouer comme les précédentes tentatives ?

Il faut, en premier lieu, définir une stratégie claire et déterminée des objectifs à atteindre pour cette opération. Il faut donc répondre à des questions préalables, comme : pourquoi les Algériens ont une préférence pour la liquidité ? Quelles sont leurs motivations et pourquoi prennent-ils le risque du marché informel ? Les réponses à ces questions nous indiquent les mesures à prendre pour diminuer, voire éradiquer le problème ! Où en est la monétique ? Pourquoi le droit de change annuel est de 98 euros par Algérien lors d'un séjour à l'étranger ? Quid des niveaux des taux d'intérêt créditeurs, débiteurs et du marché interbancaire, du marché financier et de la Bourse ? Comment gérer la dette intérieure du Trésor public, vis-à-vis de la BA ? Quelle politique d'émission d'effets publics pour éponger les excédents monétaires et financiers ? Autant de questions restées sans réponse pour l'instant !

M. T. M.

21/01/2023

**EXPORTATIONS, RÉSERVES DE CHANGE, CROISSANCE**

# Les constats et les annonces de Tebboune

*L'économie algérienne se porte bien avec des réserves de change dépassant les 60 milliards de dollars, 4% de taux de croissance en 2022 et des exportations qui ont atteint les 7 milliards de dollars en 2022. C'est le message porté par le président de la République à la réunion gouvernement-walis au cours de laquelle il a fait part de son optimisme pour l'année qui vient de commencer, affirmant qu'elle sera celle de «l'accélération de la cadence des projets» et le «renforcement des acquis».*

**Nawal Imès- Alger (Le Soir)** - Les voyants de l'économie nationale sont au vert. C'est le président de la République qui l'a affirmé à l'ouverture de la réunion gouvernement-walis. Chiffres à l'appui, Abdelmadjid Tebboune a révélé que les réserves de change dépassent les 60 milliards de dollars, permettant à l'Algérie de disposer de «deux années d'importations même s'il y a une catastrophe au niveau des prix du pétrole».

Autre performance : l'augmentation des exportations hors hydrocarbures avec, pour la première fois, un total de 7 milliards de dollars en 2022 contre 5 milliards de dollars en 2021 et 1,7 milliard de dollars en 2019, soit une évolution annuelle de 30%. La facture d'importation a, quant à elle, diminué pour atteindre 36 milliards de dollars contre 63 milliards de dollars les années précédentes, notamment en raison des surfacturations et de la dilapidation des deniers publics. Le président de la République explique cela par la réduction des importations qui s'est faite «sans impact» sur le citoyen, promettant de poursuivre la lutte contre les «importations exagérées». Autre motif de satisfaction, la croissance économique qui a enregistré un taux de 4,1% en 2022 et qui devrait atteindre un taux de 5% en 2023.

Le président de la République se dit néanmoins insatisfait de l'actuel taux d'inflation. Transition toute faite pour évoquer le niveau des salaires, au sujet desquels il dit «être conscient

qu'ils sont insuffisants», et demandant aux fonctionnaires «un peu de patience», promettant une augmentation des salaires qui devrait atteindre d'ici la fin de l'année en cours et le début de la prochaine, un taux de 47%.

S'adressant aux walis lors d'une rencontre dédiée à l'évaluation du travail accompli depuis la dernière réunion similaire tenue en septembre dernier, le président de la République s'est montré satisfait, saluant l'implication des walis dans la résolution des problèmes, notamment ceux qui constituaient des entraves aux entreprises «pour des raisons bureaucratiques ou en raison des vides juridiques».

Les efforts fournis par les walis ont permis la création entre 600 et 700 micro, petites, moyennes et grandes unités économiques. Les responsables locaux sont néanmoins appelés à «se libérer de l'hésitation» et à «faire preuve d'esprit d'initiative et d'audace», d'autant que des garanties leur avaient déjà été données pour les mettre à l'abri de toute poursuite judiciaire non justifiée. Pour les rassurer davantage, Tebboune leur a clairement dit qu'ils étaient «le chef du gouvernement» au niveau de leur wilaya et que, «les méthodes de gestion n'étant pas figées», ils n'étaient pas obligés d'attendre les instructions.

Abordant les perspectives de l'année en cours, le président de la République dira qu'elle sera celle de «l'accélération de la réalisation des projets et le



renforcement des acquis mais également de «l'amélioration des conditions de vie du citoyen et du service public, de la récupération du foncier et de la valorisation du foncier agricole, en encourageant la création d'entreprises et d'emplois». L'année 2023 sera, dit-il, également celle de «l'efficacité, de l'amélioration du niveau de vie et du pouvoir d'achat, et de la réduction de l'inflation». Elle verra le lancement de la première usine de production de sucre, et une autre de production d'huile de table par une entreprise dont il ne citera pas le nom et dont les projets étaient bloqués et qui est désormais «sous la protection de l'Etat et de la loi».

Evoquant les fonds circulant en dehors des circuits officiels, le président de la République a appelé leurs détenteurs à les déposer rapidement auprès des banques, affirmant leur lancer «un dernier appel» et considérant que l'Etat leur avait donné assez de garanties, notamment en mettant en place la finance islamique pour répondre à la préoccupation de ceux qui étaient contre le principe des intérêts bancaires.

Tebboune a plaidé pour une rupture avec l'argent sale qui «fait encore de la résistance et qui refuse le changement», affirmant que des sommes faramineuses avaient été détournées et que 500 000 milliards de dinars avaient été récupérés chez une seule famille et confirmant son intention de ne pas tourner la page, mais plutôt de demander des comptes car, dit-il, «le peuple ne pardonnera pas».

N. I.

21/01/2023

L'ARGENT THÉSAURISÉ PAR LE SECTEUR INFORMEL

# L'ultimatum de Tebboune



Par M. T. Messaoudi

Le président Abdelmadjid Tebboune a carrément procédé à un «tir de sommation» contre les barons de l'économie de l'informel, en les enjoignant de déposer rapidement l'argent thésaurisé dans des banques publiques ou privées, notamment celles qui ont mis en circuit des produits sans usure. Lors de la rencontre gouvernement-walis, le Président a donné un ultimatum à ceux qui détiennent des fortunes faramineuses en dehors du circuit officiel, causant ainsi un tort énorme à l'économie nationale, avec une inflation galopante et une hausse sensible des prix des produits de large consommation, ainsi que des fruits et

légumes. Abdelmadjid Tebboune menace de prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à une pratique qui n'a que trop duré.

Il faut dire que la tâche n'est pas aisée, tant les tenants de l'économie parallèle ont atteint un niveau de puissance financière hallucinant. Ils «pèsent» plusieurs milliards de dollars et font la pluie et le beau temps du commerce national depuis pratiquement l'indépendance du pays. Les gouvernements successifs se sont avérés impuissants devant un tel phénomène. A l'image d'Ahmed Ouyahia qui avait affiché, du temps où il était chef du gouvernement, une certitude de pouvoir en finir avec l'économie informelle en réhabilitant en premier le chèque bancaire.

De simples paroles en l'air qui ne seront jamais suivies d'effet par l'adoption d'un cadre législatif. D'aucuns avaient compris à l'époque que de nombreux barons de l'informel étaient dans les rouages de l'Etat ou gravitaient autour des centres de décisions.

Le président de la République a donc décidé de s'attaquer à la racine du mal qui plombe l'économie nationale et peut aller jusqu'à menacer la sécurité alimentaire des citoyens à travers la rétention des produits achetés en devises par les structures de l'Etat. C'est à travers cette spéculation que les commerçants de l'informel augmentent leurs profits à l'abri des impôts et autres taxes de solidarité. Le Président envisage de faire intégrer l'argent des cir-

cuits parallèles dans le circuit officiel des banques. Ce qui représentera un apport fort appréciable pour l'économie et les finances du pays. La conjoncture économique mondiale, avec toutes ses répercussions, ne permet plus à un pays comme l'Algérie, qui ambitionne d'atteindre des performances financières appréciables, d'autoriser encore et toujours le maintien d'une économie informelle. Celle-ci constitue un frein qui peut s'avérer désastreux pour le bien-être des citoyens. D'où ce choix de recourir à une politique très répressive contre les spéculateurs que certains observateurs trouvent exagérée. N'empêche que celle-ci a donné des résultats. Le phénomène de la spéculation en Algérie est en net recul. **M. T. M.**



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger